



Les accaparements de terre en Colombie

-

Omar Felipe Giraldo

Résumé

Ce texte traite de la gravité du phénomène de concentration des terres en Colombie, et de la mise en place récente d'un nouveau cycle d'accumulation capitaliste à travers l'accaparement de terres par différents acteurs (propriété agro-industrielle, entreprises d'extraction minière et pétrolière, entreprises forestières, projets hydroélectriques...). Il est également mentionné qu'apparaissent de nouvelles formes d'accaparement des terres plus discrètes, à travers l'intégration de petits producteurs aux chaînes de production des entreprises, qui permet d'asservir ceux-ci à la logique territoriale du développement agro-industriel.

Les éléments principaux

Selon Omar Felipe Giraldo, si la concentration foncière est une caractéristique historique due entre autre à une répartition très inégalitaire des terres pendant la colonisation, la période entre 2000 et 2012 a vu cette tendance augmenter, comme le révèle l'indice de Gini de la Colombie, qui atteint des valeurs alarmantes (de 0,85 à 0,87). Aujourd'hui en Colombie, les exploitations de plus de 500 ha occupent 62% de la superficie nationale, bien qu'elles ne représentent que 4% des propriétaires.

Il met en évidence un nouveau cycle récent d'accumulation capitaliste qui vise à contrôler non seulement les terres, mais aussi l'agriculture, la biodiversité, les forêts, l'eau, les minéraux et hydrocarbures, et entraîne de très nombreux conflits socio-environnementaux en Colombie. Cette tendance se caractérise par un rôle prédominant des secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière et pétrolière, favorisé largement par l'État qui souhaite étendre les concessions minières à 20 % de la superficie du pays, mais aussi par l'avancée de cultures destinées à la production d'agrocarburants tels que la canne à sucre et le palmier à huile et l'accaparement de terres par les grandes exploitations en élevage et des entreprises d'exploitation forestière. Selon lui, il s'agit de 1370 000 hectares qui sont passé aux mains de la grande propriété agro-industrielle et forestière depuis le début du XXIe siècle.

L'accent est mis sur le cas de la Altillanura colombienne, écosystème mégadivers qui fut considéré par les derniers gouvernements colombiens comme la dernière frontière agricole du pays, et le lieu idéal pour implanter plus de 4 millions d'hectares de canne à sucre, palmier à huile, soja, maïs, riz et plantations forestières commerciales selon le modèle agro-industriel du Cerrado brésilien. Bien que le processus soit lent et qu'il existe des obstacles législatifs à la concentration des terres, cette zone n'en reste pas moins très menacée par l'accaparement des terres.

Il semble difficile de mesurer la quantité de terres que s'est appropriée l'agro-industrie ou les secteurs minier et de l'énergie, mais les investissements dans des projets miniers, hydroélectriques, pétroliers, agro-industriels, forestiers et d'élevage laissent penser que le phénomène est bien plus important que l'on imagine.

Les effets socio-environnementaux sont par ailleurs désastreux et vont de l'expulsion des communautés indigènes et paysannes qui se retrouvent contraints de travailler comme journaliers sans terres (ou de migrer vers les villes) à de profonds changements dans les modes de vie des habitants, à la contamination de l'environnement par l'exploitation industrielle et les technologies de la révolution verte. Ces conséquences touchent de façon directe au moins 8 millions de colombiens et plus de 2 millions et demi de terres.



Cependant le phénomène de concentration des terres ne se limite pas aux formes classiques d'accaparement des terres (expulsions) mais revêt aujourd'hui des formes plus discrètes à travers l'implantation de zones agro-industrielles intégrant les petits producteurs pour disposer de leurs terres, avec l'argument du bénéfice des investissements agro-industriels. Le cas des entreprises de production d'huile de palme est représentatif de cette dynamique : les paysans se convertissent en sociétaires des entreprises et apportent leurs terres et leur force de travail en échange de la garantie d'écouler leur production, de la possibilité de souscrire à un crédit, de la fourniture d'intrants et d'une assistance technique. Ils se retrouvent cependant obligés de vendre leur production à l'entreprise pendant 20 à 30 ans, souvent à des prix inférieurs au marché, et desquels sont déduits les coûts avancés par l'entreprise ainsi que le crédit. Ce type de projet vise dans la plupart des cas à intégrer les paysans aux chaînes productives de haute valeur ajoutée à visée d'exportation.

A travers cet exemple, l'auteur nous montre que le phénomène d'accaparement des terres ne se limite pas à la monopolisation de terres dans la main de quelques investisseurs privés, mais se traduit par toute une forme de contrôle territorial, dont la logique n'est pas toujours de s'approprier directement les terres : il semble parfois plus judicieux pour effectuer ce contrôle sur le territoire non pas d'en déloger les habitants mais au contraire de les inclure et les asservir à la logique du développement agro-industriel. Ceci implique également se débarrasser des guérillas qui à travers leurs actions violentes maintiennent encore leur contrôle sur de nombreux territoires et empêchant leur appropriation par les dynamiques de la mondialisation néo-libérale. Ceci peut expliquer en partie le consensus existant dans les élites économiques colombiennes concernant la volonté de mettre fin au conflit armé colombien, car celui-ci constitue un obstacle à la libération de territoires et à l'expansion géographique du grand capital. L'auteur attire donc particulièrement notre attention sur l'éventualité de conflits postérieurs qui pourraient émerger de cette nouvelle étape d'accumulation capitaliste.

L'avis de l'auteur

Omar Felipe nous expose l'ampleur et la diversité du phénomène de concentration des terres en Colombie, mais à travers son texte nous offre surtout une réflexion sur les différentes formes que revêt l'accaparement de terres.

Il nous montre que l'accès à la terre ne garantit pas toujours la possibilité pour les petits producteurs de définir leur propre logique de développement ou de production, et que derrière le phénomène d'accaparement des terres se trouvent des logiques économiques et politiques bien plus larges. Sa vision est en effet que la concentration des terres, en tant que forme de contrôle territorial, est l'expression de la logique dominante visant à l'expansion géographique du grand capital. Il est intéressant d'ailleurs de noter que l'auteur caractérise le phénomène d'accaparement des terres bien plus par la logique politique de domination géographique qu'il révèle, que par la forme d'accaparement adoptée, qui au contraire peut être multiple.

Il montre également que cette dynamique de concentration des terres en Colombie est indissociable du contexte géopolitique dans lequel elle s'inscrit et dans lequel les guérillas jouent un rôle important puisqu'elles maintiennent encore leur influence dans certaines zones, les préservant encore de l'accaparement des terres et ainsi de la logique de domination territoriale capitaliste